

UN AN APRÈS LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Ould Khelifa et Louh saluent la portée des réformes

C'est une journée parlementaire-bilan, une année après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, celle organisée hier par le Bureau de l'Assemblée nationale au niveau du Cercle militaire de Béni-Messous. Ministres, académiciens et juristes ont mis en relief «l'importance» des décisions nées après les derniers amendements constitutionnels.

Abder Bettache - Alger (Le Soir)
- Lors de son intervention à l'ouverture des travaux de cette journée parlementaire, le président de l'Assemblée nationale, M. Mohamed Larbi Ould Khelifa, a déclaré que «les décisions objectives des amendements constitutionnels soulignent le souci du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, de consacrer la démocratie dans notre pays à travers la promotion des droits de l'Homme et de faire de la participation politique le fondement de la gouvernance et le garant de la légalité politique».

Le président de l'Assemblée nationale dira également que «la révision de la Constitution est venue couronner un processus de réforme politique, avec pour objectif principal, la consolidation de l'Etat de droit, l'ancrage de la démocratie et le ren-

forcement de l'unité nationale. La Constitution voulue par le Président Bouteflika renforce et consolide les droits de l'Homme, elle garantit la liberté d'expression, elle vise à bâtir un Etat moderne». Et en guise d'argument, M. Ould Khelifa fait référence au discours prononcé par le président de la République en date du 15 avril 2011. Un discours qui constitue, selon lui, «une réelle référence aux réformes politiques, juridiques et constitutionnelles».

Et d'ajouter : «Dans le même cadre et concernant le renforcement des libertés démocratiques, la réforme constitutionnelle consacre la liberté de manifestation pacifique et la liberté de la presse, le droit d'accès aux informations et données, la garantie de leur circulation, la séparation des pouvoirs et la consolidation d'un Etat de droit et la construc-



Mohamed Larbi Ould Khelifa.

tion d'une société avec ses différentes composantes sociales.»

L'intervention du ministre de la Justice et garde des Sceaux, M. Tayeb Louh, était très suivie par une assistance composée par d'académiciens et juristes. Le ministre de la Justice a également mis en relief les différentes avancées «et les résultats dans le domaine judiciaire nés des amendements constitutionnels de

2016». Il fera savoir que «la révision constitutionnelle a soutenu l'indépendance de la justice pour garantir plus de droits aux citoyens et renforcer les processus de construction de l'Etat de droit».

Par ailleurs, Tayeb Louh a mis en avant les «réformes engagées dans le domaine judiciaire, notamment à travers l'amendement du code de procédure pénale». Il rappelle à ce

titre, la disposition portant amendement du code de procédure pénale à l'instar du système de médiation, de la comparution immédiate et de l'ordonnance pénale, entrés en vigueur le 23 janvier dernier, qui «ont donné des résultats positifs et ont permis notamment d'alléger la pression sur les tribunaux».

L'autre retombée de cette révision constitutionnelle concerne, également, le tribunal criminel qui fera l'objet d'une «réforme profonde dans sa composition et son fonctionnement en vertu des amendements «substantiels» proposés au code de procédure pénale à travers notamment l'institution du droit de l'accusé au recours, l'augmentation du nombre des assesseurs jurés et la révision des dispositions relatives à la police judiciaire».

Lors de son intervention, M. Louh a indiqué que le projet de loi amendement et complétant l'ordonnance n°66-155 relative au code de procédure pénale prévoit la création de nombreux mécanismes juridiques dont notamment «le tribunal criminel d'appel au niveau de chaque cour».

A. B.

LES CÉRÉALES DE L'AFRIQUE MENACÉES PAR UN FLÉAU NOUVEAU

La chenille légionnaire de l'automne avance au rythme de sa faim sur le Vieux Continent

Selon les recherches du Centre international pour l'agriculture et les biosciences (CABI), basé au Royaume-Uni, la chenille légionnaire d'automne, venue des Amériques, menace les récoltes de maïs en Afrique, Asie centrale, ainsi que les pays méditerranéens, ce qui risque de constituer «une menace majeure pour le commerce agricole mondial», révèle le CABI.

Cette chenille dodue, dévoreuse de maïs, «avance rapidement», selon le CABI et «pourrait se propager dans les prochaines années en Asie tropicale et en Méditerranée». La chenille légionnaire d'automne est probablement arrivée «via les vols commerciaux directs», reliant les deux Amériques à l'Afrique, déclare le Dr Matthew Cock, ajoutant que sa présence est confirmée au Ghana, où les analyses des chenilles révèlent l'existence de deux espèces qui attaquent largement le maïs, mais peuvent dévorer «plus de 100 espèces de plantes différentes», dont le riz, le sorgho, la canne à sucre, le chou, la betterave, l'arachide, le soja, le coton, les tomates, la pomme de terre et bien d'autres espèces.

Afin de prévenir des pertes dévastatrices, le scientifique préconise «une action urgente» avec «des moyens de subsistance des agriculteurs», a-t-il ajouté.

L'agence des Nations-Unies pour l'alimentation (FAO), signale une recrudescence de chenilles dans le sud de l'Afrique et organise une «réunion régionale d'urgence», à Harare, la capitale zimbabwéenne. La présence de cet invertébré a été confirmée au Zimbabwe et les résultats des tests sont attendus en Zambie, en Afrique du Sud, au Malawi, au Mozambique et en Namibie. Les autorités zambiennes avaient fait appel à l'armée, en décembre dernier, pour faire face à ce fléau qui menaçait la sécurité alimentaire du pays où, selon la FAO, les autorités zambiennes ont dépensé trois millions de dollars pour contrôler la prolifération des chenilles qui ont déjà ravagé 130 000 ha.

Il faudrait savoir qu'à l'état de papillon et aidé par les vents, la chenille légionnaire d'automne peut progresser de 2 000 km par an. Depuis le début de l'année dernière, signalée au Nigeria, la chenille est déjà repérée en Afrique australe qui n'est pas encore sortie de la crise alimentaire causée par deux années de sécheresse consécutives, détruisant la récolte de maïs d'un tiers en 2015, puis de la moitié en 2016, au point où le Pretoria, habituellement exportateur dudit grain vers toute la région, s'est retrouvé dans l'obligation d'en importer du Brésil.

Mounira Amine-Seka

L'AN I DE TAMAZIGHT LANGUE OFFICIELLE

Émission d'un timbre poste pour marquer l'événement

C'est en présence de Houda Imane Feraoun, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (MPTIC), qu'a été célébré ce mardi 6 février, au siège du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), l'AN I de l'officialisation de tamazight, soit 15 ans après avoir été reconnue comme langue nationale et ce, en avril 2002.

A cette occasion, les représentants des deux instances étatiques ont paraphé et oblitéré le document portant émission d'un timbre célébrant cette date, timbre mis en vente le même jour, timbre frappé de la lettre «Z» : AZA. Houda Imane Feraoun, a, dans son intervention - lue sur tablette - qualifié l'officialisation de tamazight dans la Constitution de 2016 comme une avancée majeure pour notre identité nationale dans le triptyque islam-arabité-amazighité qui est notre fierté.

Nous devons œuvrer à sa promotion et sa mise en pratique dans notre vie quotidienne» a-t-elle déclaré, poursuivant que ces trois repères cardinaux font notre force et notre authenticité parmi les autres nations. «Je suis algérienne, je suis algérienne, enfants de Massinissa et Sheshonq».

De son côté, Si El Hachemi Assad, secrétaire général du HCA, hôte de cet événement, a rappelé le chemin parcouru dans la revendication de la reconnaissance de tamazight comme langue et les chantiers en cours et à venir depuis sa reconnaissance officielle. «Pour nous, l'officialisation se concrétise chaque jour un peu plus dans l'élaboration de documents palpables et de pièces physiques qui sont autant de phares et de pierres fondatrices pour les générations futures.» Il



Photo : D. R.

rappelle que «la philatélie comme marqueur identitaire et l'émission du timbre symbolisent l'encrage national de tamazight».

Dans cet esprit d'ailleurs, l'accent a été mis sur la «socialisation» de tamazight à travers sa mise en pratique dans l'environnement et notamment les fronts des établissements publics comme les ministères et autres institutions publiques. A ce propos, un document portant toutes les appellations en Tifinagh a été élaboré et est fin prêt au HCA.

Une telle initiative serait élargie pour les panneaux de signalisation routière. Par ailleurs, et pour perpétuer cette ambiance sur tamazight langue officielle, il est prévu pour le 27 février prochain la célébration des langues maternelles menacées de disparition telle que préconisée par l'Unesco.

D'autre part, l'on insiste beaucoup au HCA sur la commémoration du centenaire de la naissance du chanteur de l'amazighité, Mouloud Mammeri. Parmi les incidences induites par la nouvelle Constitution, la mise en place de l'Académie de la langue amazighe.

Même si publiquement, rien ne transparaît sur cette question, il n'en demeure pas moins qu'elle est d'une grande sensibilité vu l'enjeu et surtout les prétendants à sa présidence. Dans les coulisses, les chuchotements trahissent la controverse et les appétits.

C'est sans doute pourquoi le secrétaire général du HCA a cru bon d'anticiper les débats parlant de la nécessité de les recadrer quant «à la nécessité d'une complémentarité entre l'institution qu'il dirige et la future Académie» ainsi que la concertation qui doit prévaloir dans sa mise sur pied dans «la verticalité du domaine scientifique et technique, normatif et pédagogique de la langue amazighe».

Le HCA se place déjà dans l'optique de la future Assemblée populaire nationale s'agissant du projet pour 2017 de mise en place de dispositifs de traduction auprès des institutions et la mise en conformité des textes juridiques avec la nouvelle Constitution. «Une loi organique est en gestation et mérite une large concertation», a dit le SG du HCA dans son intervention.

Brahim Taouchichet